

Sahara occidental: l'action de l'ONU "affaiblie" par des intérêts du Conseil de sécurité

Publié Le : Mercredi, 07 Juillet 2021 12:51 Lu : 6 fois

Imprimer | Envoyer | Partagez



ABIDJAN- L'action de l'ONU en faveur du règlement du conflit du Sahara occidental est "affaiblie" par les intérêts de certains membres permanents du Conseil de sécurité, au point de perdre sa crédibilité auprès du peuple sahraoui, a déclaré mercredi le ministre des Affaires étrangères

sahraoui, Mohamed Salem Ould Salek, au journal ivoirien Dernière Heure.

Dans un entretien accordé au quotidien, M. Ould Salek relève que " l'action de l'ONU est affaiblie par les intérêts de certains des membres permanents du Conseil de Sécurité". "Au lieu de faire la paix, sa (ONU) conduite a aidé au retour de la guerre. C'est très grave !", a-t-il déclaré.

Le chef de la diplomatie sahraouie considère que "la crédibilité de l'organisation mondiale est perdue aux yeux du peuple sahraoui qui a placé sa confiance en l'ONU et accepté d'emprunter le chemin pacifique de la paix et de l'option démocratique".

Il juge, en effet, "énorme" trois décennies d'attente pour l'organisation du référendum d'autodétermination au Sahara occidental comme l'avait prévu l'ONU dans son plan de règlement du conflit du Sahara occidental.

"Il a fallu beaucoup d'efforts et de sacrifices pour y parvenir. Mais, hélas, l'irresponsabilité de certains a fait que nous sommes revenus à la case de départ", regrette-t-il ,tout en exprimant l'espoir de voir le bout du tunnel. "De toutes les façons, les combattants de la liberté sont toujours optimistes", dit-il.

Concernant la crise entre le Maroc et l'Espagne, le ministre, estime que "l'accueil, il y a quelques semaines, par l'Espagne du président sahraoui, Brahim Ghali pour des soins, n'était qu'un prétexte. Le Royaume a avancé ce subterfuge, selon lui, pour tenter d'imposer à Madrid et à l'Union européenne, de suivre la déclaration de l'ex-

président américain Donald Trump" qui a reconnu unilatéralement la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental.

Il note, à ce propos, que la déclaration de Trump n'a pas été suivie par la Communauté Internationale. Elle a aussi été rejetée par le Sénat américain et sévèrement critiquée par John Bolton, l'ancien Conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis , et par les deux anciens émissaires de l'ONU pour le Sahara occidental, Christopher Ross et James Baker,

L'effet attendu de cette "transaction illégale", qui viole le droit international et toutes les décisions pertinentes au sujet du Sahara occidental, "ne s'est pas produit, selon M. Ould Salek., bien au contraire a déception marocaine était totale.

" Rabat s'est attaqué à l'Allemagne et ensuite à l'Espagne. Ce n'est donc pas la présence de notre président qui a déclenché la récente crise diplomatique entre le Maroc et l'Espagne", illustre-t-il, rappelant aussi que le président sahraoui n'était arrivé en Espagne que le mois d'Avril.

S'y ajoute le chantage de l'utilisation des migrants clandestins, le hachich et d'autres dossiers encore plus compliqués qui ont envenimé les relations entre les deux pays (Maroc-Espagne).

S'agissant les fausses accusations colportées contre le président Ghali, le ministre dira tout simplement que "les services marocains font comme à la guerre. Tout pour détruire l'autre et porter préjudice à son image et sa crédibilité. Ce ne sont évidemment que des allégations politiques. Le tribunal espagnol l'a bien prouvé".

Lire aussi: La volonté des peuples, facteur déterminant pour remporter les luttes de libération

S'agissant de la situation qui prévaut au Sahara Occidental, le ministre sahraoui, incombe le blocage et le retour de la guerre dans ce territoire occupé, "au comportement du Maroc. Son refus d'honorer ses engagements et le fait qu'il bénéficie de certaines complicités au sein du Conseil de Sécurité".

Au niveau africain, bien que l'Union africaine (UA), continue de travailler pour l'avènement de la paix. "Le Maroc est réfractaire jusqu'à maintenant. C'est là où réside le problème", fait-il remarquer.

Le responsable sahraoui a rappelé dans le même entretien que toutes les organisations internationales et régionales reconnaissent le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

Aussi, Toutes les organisations internationales ne reconnaissent au Maroc aucune souveraineté sur le Sahara Occidental, dont la Cour Internationale de Justice (CIJ) et la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE). Cette dernière avait reconnu en 2016 et 2018 que le Maroc et le Sahara occidental sont deux territoires "distincts" et "séparés".